



2025



RAPPORT ANNUEL

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL

5

RAPPORT D'ACTIVITÉ

9

2025 : UNE ANNÉE DE DÉFIS ET DE TRANSFORMATIONS

10

TERRES NOURRICIÈRES : LE PROGRAMME POUR UNE AGRICULTURE
ET UNE ALIMENTATION DURABLES

13

LES 3 LEVIERS D'ACTION DU PROGRAMME TERRES NOURRICIÈRES

14

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

14

ALIMENTERRE

17

PROMOUVOIR LE DROIT À L'ALIMENTATION

19

COOPÉRER AUTREMENT

20

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT (CAAC)

20

RAPPORT FINANCIER

23

LE MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET LE FONCTIONNEMENT DU CFSI

24

LE COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

24

LE BILAN DU CFSI

27

NOS PARTENAIRES EN 2025

29

ANNEXES

33

LISTE DES INITIATIVES SÉLECTIONNÉES EN 2025

34

LISTE DES PROJETS PLURIANNUELS SUIVIS EN 2025

36

LES ORGANISATIONS MEMBRES DU CFSI 2025

40

INSTANCES ASSOCIATIVES

41

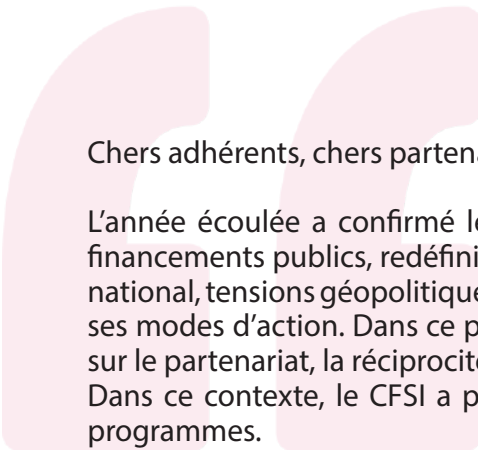
GLOSSAIRE

45





RAPPORT MORAL



Chers adhérents, chers partenaires, chers amis,

L'année écoulée a confirmé les profondes mutations que traverse notre secteur. Baisse des financements publics, redéfinition des priorités de coopération, montée des logiques d'intérêt national, tensions géopolitiques et climatiques : la solidarité internationale est invitée à repenser ses modes d'action. Dans ce paysage incertain, nous devons affirmer une coopération fondée sur le partenariat, la réciprocité et la construction de solutions pérennes.

Dans ce contexte, le CFSI a poursuivi avec détermination sa mission à travers ses différents programmes.

Le programme Pafao pour la promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest porté conjointement avec la Fondation de France a confirmé sa place centrale dans l'action du Comité Français pour la Solidarité Internationale en démontrant qu'une agriculture familiale, locale et durable constitue une réponse concrète aux enjeux alimentaires, économiques et climatiques en Afrique de l'Ouest. Les projets soutenus, au Bénin, Burkina Faso, Ghana, Sénégal et Togo, sont des initiatives innovantes de transformation, de commercialisation et de « consommer local ». Ces initiatives renforcent durablement les revenus des producteurs, la souveraineté alimentaire des territoires et la résilience de filières locales. Ce programme illustre pleinement la capacité du CFSI à faire émerger des solutions de terrain, capitaliser les expériences et nourrir le plaidoyer en faveur de systèmes alimentaires plus justes et durables.

Le programme ALIMENTERRE confirme pleinement son rôle pédagogique. Plus qu'un festival, c'est un espace national et international de mobilisation citoyenne, de débats publics et de mise en réseau des acteurs engagés pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires. À travers près de 2 900 événements en 2025 organisés dans toute la France et dans 15 pays, la mobilisation d'acteurs locaux et la sensibilisation de milliers de citoyens, ce programme en pleine expansion, contribue concrètement à faire émerger une culture commune du droit à l'alimentation, de la souveraineté alimentaire et d'une transition écologique juste. Son développement constant chaque année confirme et conforte la singularité et la qualité de son format qui allie rencontres citoyennes, échanges avec des acteurs territoriaux et qualité des documentaires proposés.

L'année qui s'ouvre marque également la clôture d'un programme qui a été structurant pour notre réseau : **Coopérer Autrement en Acteurs de Changement (CAAC)**. Pendant plusieurs années, ce programme a permis d'accompagner des dynamiques d'innovation, de renforcer les capacités d'action collective et de faire émerger de nouvelles pratiques de coopération, plus horizontales, plus ouvertes et plus transformatrices. La décision de l'Agence française de développement de ne pas reconduire son financement pour les prochaines années constitue un signal fort des recompositions à l'œuvre dans les politiques publiques de coopération. Nous la recevons avec lucidité, mais sans renoncer à ce que le CAAC a rendu possible. Au-delà de son cadre financier, le CAAC a laissé un héritage précieux : des méthodes, des alliances, des apprentissages collectifs et une conviction renforcée que la société civile organisée demeure un acteur central des transitions sociales, démocratiques et écologiques.

Cette clôture n'est donc pas une fin ; elle nous oblige à inventer une nouvelle étape. Nous voulons capitaliser sur cette expérience pour ouvrir de nouveaux espaces de coopération, diversifier nos partenariats et continuer à porter une vision ambitieuse de la solidarité internationale comme levier de transformation durable.

La fin de certains cycles de financement nous invite à ouvrir un nouveau chantier collectif : celui du modèle économique de la solidarité internationale. Dans un contexte de contraction durable des financements publics, il devient nécessaire de repenser les conditions de pérennité, d'autonomie et d'impact de nos actions. Le CFSI souhaite engager une réflexion structurante en construisant des alliances nouvelles entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire et ceux de la solidarité internationale, deux mondes qui partagent des valeurs communes — gouvernance démocratique, utilité sociale, solidarité, coopération — mais qui se rencontrent encore trop peu.

Nous sommes convaincus que le rapprochement de ces acteurs peut faire émerger des réponses plus robustes aux défis contemporains : des modèles plus résilients économiquement, plus ancrés dans les territoires, plus durables socialement et plus transformateurs politiquement. Notre participation au GSEF Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, à Bordeaux en octobre dernier, nous a conforté dans cette approche.

Cette année marque également une étape importante dans la vie de notre association avec **l'arrivée d'un nouveau Délégué général**. Son intégration s'inscrit dans la continuité de notre projet associatif, tout en ouvrant une nouvelle phase de consolidation et de développement pour le CFSI. L'expérience d'Emmanuel dans le champ de la solidarité internationale constitue un atout précieux pour accompagner les évolutions en cours, renforcer notre capacité d'action et soutenir les dynamiques partenariales engagées. Cette transition illustre la vitalité de notre organisation : elle témoigne de notre capacité à nous renouveler sans renier notre histoire, et à inscrire notre action dans le temps long, au service de nos valeurs et de nos engagements.

Le CFSI n'est pas seulement un opérateur de programmes ; nous voulons conforter notre rôle d'alliances entre société civile, territoires, producteurs, chercheurs et acteurs de l'économie sociale et solidaire. Notre utilité réside dans cette capacité à faire converger des expertises diverses pour construire des réponses collectives à des enjeux globaux.

Face aux replis et aux fractures, nous choisissons la coopération. Face aux incertitudes, nous choisissons l'action collective. Face aux défis du monde, nous faisons le pari de l'intelligence commune. Continuons ensemble à faire du CFSI une force de proposition, de lien et d'espérance.

Merci à l'ensemble de celles et ceux qui font vivre le CFSI. Dans un contexte exigeant, votre engagement constant témoigne d'une conviction partagée : celle qu'une solidarité internationale juste, durable et construite avec les acteurs locaux demeure plus que jamais nécessaire.



Françoise Bernon
Présidente du CFSI





RAPPORT D'ACTIVITÉ

2025 : UNE ANNÉE DE DÉFIS ET DE TRANSFORMATIONS

Éditorial du Délégué général du CFSI

L'année 2025 a été à plus d'un titre une année « terrible » pour le secteur de la solidarité nationale et internationale et de l'ESS en général. 23 % de baisse du budget de l'APD, une baisse historique, qui ne se limite pas à la France ni même à l'Europe. 96 % de la baisse proviennent des 4 plus grands bailleurs de l'OCDE : USA, Allemagne, Royaume-Uni et Japon. Coordination Sud signalait mi-2025 que les baisses de budget consacrées aux ONG avaient déjà entraîné l'arrêt ou la réduction de plus de 1.300 projets de développement, affectant plus de 15 millions de personnes dans le monde. En parallèle, près de 12.000 emplois ont été supprimés, et, à date, toutes ces données continuent de s'aggraver et les perspectives ne semblent pas meilleures pour 2026. Le secteur de l'ESS a été lui aussi fortement impacté avec moins 25 % également de subventions, et là aussi des milliers d'emplois menacés. Ce sont deux secteurs en souffrance, et tout un tissu social et solidaire en grand danger. Une étude de Coordination Sud réalisée en 2025¹ évoque la fin des « Trente glorieuses » du monde des ONG, qui sont poussées vers des transformations indispensables à leur pérennité. Si les Français semblent montrer un soutien majoritaire à la solidarité internationale, on constate dans le même temps la multiplication de discours mettant en cause le monde associatif ou les ONG, rarement contredits ou objets de véritables débats. Il a pu être mis en avant, en parallèle d'une crise des financements, une sorte de crise de légitimité des organisations : pour les uns, les ONG se seraient bureaucratisées, pendant que les autres pensent que les ONG sont complices d'un système qu'elles voudraient pourtant contribuer à réguler. Dans beaucoup d'autres pays malheureusement, ces tendances s'accompagnent d'une augmentation des restrictions des libertés associatives, des espaces civiques et d'attaques prenant diverses formes contre les militants et les organisations (harcèlement administratif et physique, interdictions diverses notamment), prouvant ainsi en creux leur importance en tant qu'acteur de la démocratie et de l'action citoyenne.

Les restrictions budgétaires ont eu un impact direct sur le CFSI, avec un refus de projet de l'AFD autour du renouvellement du programme CAAC – Coopérer Autrement en Acteurs de Changement, un pilier du CFSI depuis plus de 20 ans. Outre les conséquences financières pour le CFSI, le CAAC – décrit comme un laboratoire d'innovations par ses participants - faisait vivre de façon particulièrement dynamique notre métier, inscrit dans notre ADN, autour de l'animation d'espaces d'échanges et de dialogues, autour d'initiatives de défense des droits.

Pour le CFSI, dans un pays divisé, dans un contexte également marqué par le repli sur soi, à la fois des sociétés mais aussi des organisations, il est primordial de continuer à faire vivre notre identité d'espace de dialogue, de concertation et construction collective justement parce que l'environnement est de plus en plus hostile et brutal. Alors que l'année 2026 s'annonce intense, avec le séminaire final du CAAC en mars, la 20ème édition du Festival ALIMENTERRE, l'évaluation de Terres Nourricières et son séminaire final en novembre, nous devons aussi trouver les ressources et le temps pour évoluer et nous réinventer. Une démarche pour favoriser la mutualisation au sein du CFSI et avec d'autres collectifs sera lancée en 2026 mais il nous faudra aller au-delà, et réfléchir tous ensemble à la fois à nos liens, notre modèle socio-économique bien sûr et nos missions au service de l'intérêt général. A une époque où les enjeux autour de l'agriculture durable prennent de plus en plus de place dans le débat citoyen, et où le dialogue et la concertation ne semblent plus être des valeurs cardinales, la pertinence de nos programmes et façons de travailler n'est pas en doute. Le CFSI doit affirmer ses valeurs tout en se réinventant et en repensant sa place et sa plus-value dans le panorama de la solidarité internationale.

Emmanuel Cochon
Délégué général



¹ Étude « *POUR SUIVRE, S'ADAPTER, OU SE RÉINVENTER FACE À DES VENTS CONTRAIRES Quelles capacités d'agir pour les organisations de solidarité internationale dans un contexte politique et géopolitique qui met en cause leur légitimité ?* », ONG LAB et Coordination SUD, 2025

Une plateforme de solidarité internationale, des valeurs communes

En 2025, le CFSI rassemble 25 organisations françaises engagées dans la solidarité internationale. Son projet associatif affirme les valeurs de **solidarité**, de **coopération**, de partage et de **responsabilité collective**. En rassemblant des organisations en France et dans le monde, ses missions sont :

- ▶ **agir** pour des coopérations d'égal à égal entre les peuples et les territoires et ouvrir des voies pour des transitions écologiques et sociales par des actions concrètes au service des populations et de la mise en oeuvre des ODD, des droits fondamentaux et plus particulièrement du droit à l'alimentation ;
- ▶ **sensibiliser** les citoyens et les citoyennes et interpeller les responsables politiques, économiques et sociaux, contribuer aux politiques publiques tant ici qu'à l'échelle européenne et en dialogue avec des pairs d'autres pays engagés dans des démarches portant sur les enjeux de la planète et les exigences des solidarités ;
- ▶ **accompagner** les organisations de la société civile dans leur participation à la vie démocratique ;
- ▶ **contribuer** à une gouvernance inclusive des organisations de la société civile.



La vie associative

L'année 2025 a été notamment marquée par le changement de délégué général, le processus de recrutement et de transition de la direction, accompagné par le bureau. Les réunions de bureau et du Conseil de direction de l'année ont été particulièrement orientées par le contexte difficile de la coopération internationale y compris pour nos membres, notamment l'impact des restrictions budgétaires, la mobilisation autour de la recherche de fonds et la nécessaire réflexion stratégique que ce contexte implique pour le CFSI et ses membres.

Les membres ainsi que les nombreux partenaires s'impliquent au quotidien dans les comités qui accompagnent et orientent nos différents programmes : réflexion stratégique, suivi, etc. mais aussi sur des événements forts (séminaires finaux de programmes, évaluations, capitalisations) qui jalonnent notre vie institutionnelle. Fidèle à sa valeur de réciprocité et coopération « d'égal à égal », les membres, des partenaires notamment des suds et des personnes externes sont également impliqués dans le choix des initiatives soutenues par les différents programmes suite aux appels à projets.

Principaux thèmes des réunions du Conseil de direction

Février : Débat sur le contexte de la solidarité internationale, recrutement du nouveau DG

Octobre : Débat sur la situation du CFSI, les perspectives de mutualisation, élection du bureau

Avril : Suivi du contexte, point sur les groupes de travail, situation financière, point sur les programmes CAAC et Terres Nourricières, bilan de la collecte 2024 et plan 2025

Décembre : Discussion sur l'impact du refus de l'AFD autour du CAAC, point finances, adhésion France Générosités, choix d'une « signature » pour le CFSI

Juin : Point ALIMENTERRE et programmes, approbation des comptes

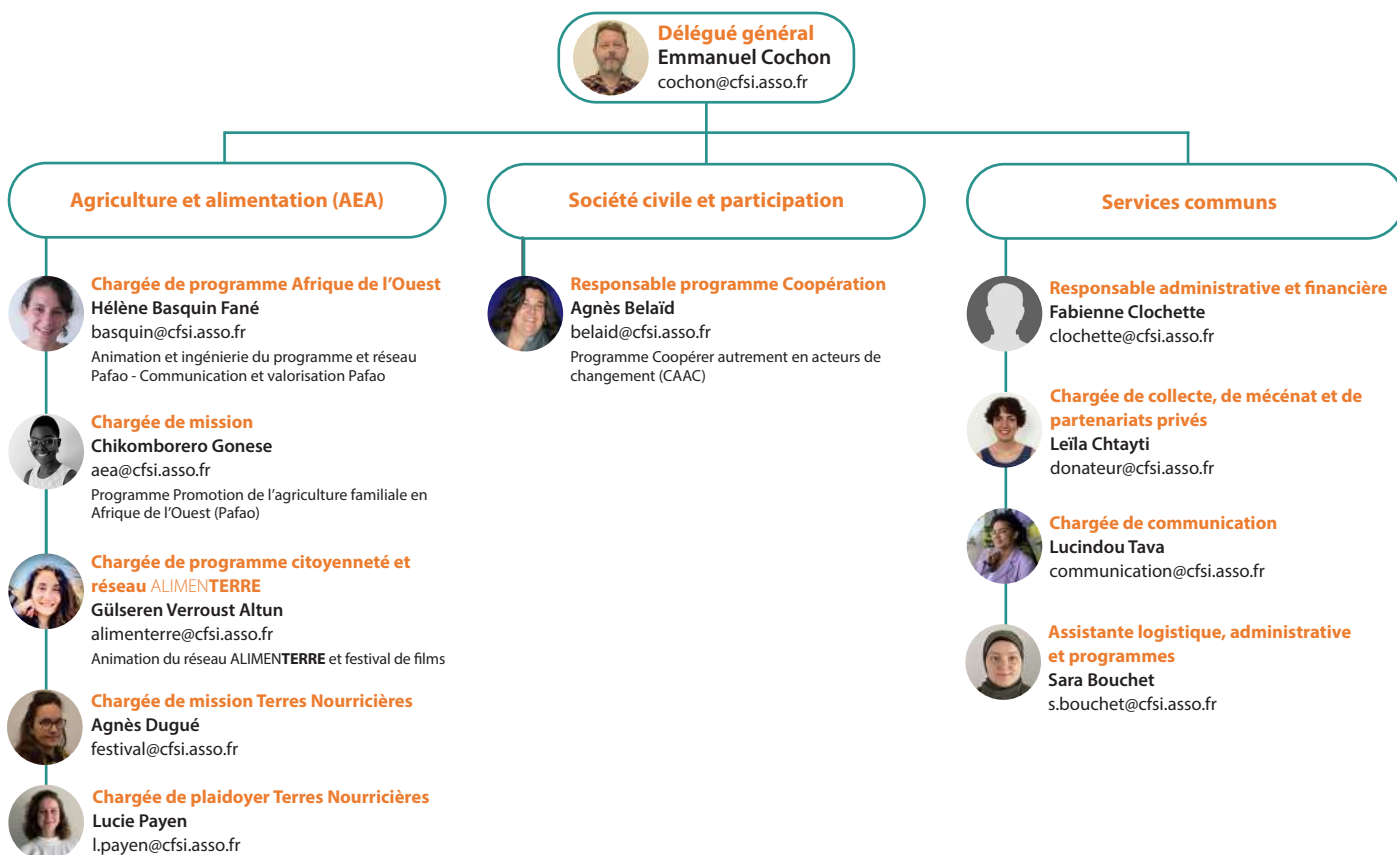
Le CFSI investi dans les espaces collectifs



Le CFSI développe trois métiers

- ▶ l'animation de **réseaux d'échanges et d'espaces collectifs** sur une entrée sectorielle ou géographique, en particulier via la capitalisation des démarches pluri-acteurs, des pratiques partenariales ;
- ▶ la **mobilisation de ressources financières** pour accompagner des initiatives réalisées par ses membres ou partenaires et la pratique de modèles économiques expérimentaux plus justes, en soutenant leur diffusion et leur développement ;
- ▶ la **production et diffusion de connaissances** issues de ses programmes et des expériences de ses membres pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les responsables politiques et économiques, y compris sous la forme de plaidoyers.

L'équipe salariée du CFSI au 15 mai 2026



TERRES NOURRICIÈRES : LE PROGRAMME POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES

Le défi de l'alimentation dans le monde en 2025

Selon l'ONU, les crises alimentaires et la malnutrition restent à des niveaux dramatiques, et ce pour la septième année consécutive. Si les inégalités, des systèmes alimentaires mondialisés et inéquitables, le changement climatique sont des facteurs majeurs, pour beaucoup la situation s'est aggravée en raison des trop nombreux conflits qui impactent des systèmes alimentaires trop dépendants des importations, des transports internationaux, entraînant des pénuries et des hausses de prix.

4 niveaux d'alimentation sont de plus en plus mis en avant pour définir les réponses nécessaires pour atteindre la sécurité et souveraineté alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité physique et financière et la question des qualités nutritionnelles des aliments. Si la faim baisse dans le monde, sauf en Afrique, ce sont plus de 2.6 milliards de personnes qui n'ont pas accès à une alimentation saine. Pour toucher le plus de monde,

et notamment les plus vulnérables, comme les femmes et les jeunes, la FAO préconise de travailler notamment sur l'alimentation scolaire, les systèmes alimentaires locaux, le soutien aux filières paysannes pour l'accès aux marchés et la génération de revenus et des politiques publiques soutenant l'ensemble. Malheureusement, les budgets agricoles notamment en Afrique de l'Ouest sont en baisse, très dépendants de l'APD, et ce sont les populations, organisations paysannes et rurales, sociétés civiles qui se mobilisent et développent les approches les plus en phase avec les besoins des populations. On le voit, les enjeux communs entre l'Europe et les suds sont nombreux – les mobilisations actuelles le montrent – et au cœur de nos activités : revenu agricole, régulation des acteurs économiques et des politiques commerciales, soutien aux filières locales, place des femmes et des jeunes, protection de l'environnement et de la biodiversité, santé et nutrition, etc.



Agir pour transformer les systèmes alimentaires

Les engagements du CFSI en faveur d'environnements et de systèmes alimentaires plus justes, sains, durables, et équitables restent plus que jamais d'actualité, dans un monde où la coordination internationale et les engagements financiers sur ces sujets sont largement défaillants.

C'est tout l'objet du programme Terres Nourricières qui favorise en outre les synergies entre acteurs nationaux et régionaux en faveur du consommer local, à travers 3 axes de travail :

- le soutien et le renforcement d'initiatives portées par des organisations locales et/ou européennes en faveur du consommer local et de filières durables en Afrique de l'Ouest
- la sensibilisation des opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires et la nécessaire transition écologique à travers ALIMENTTERRE
- le plaidoyer pour des politiques publiques françaises et européennes plus cohérentes avec le respect de la sécurité et souveraineté alimentaire, et le droit à l'alimentation.

LES 3 LEVIERS D'ACTION DU PROGRAMME TERRES NOURRICIÈRES

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

Co-porté par le CFSI et la Fondation de France, le programme Pafao est appuyé par le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), membre du comité d'orientation et de suivi.

Pafao : une année déterminante pour renforcer la dimension nutrition et l'alliance avec le secteur de la santé

Étude avec Santé Diabète sur les habitudes alimentaires des jeunes

Pafao cherche à étoffer ses argumentaires de plaidoyer et de sensibilisation en faveur des filières saines et durables qu'il promeut. Avec l'appui de Santé Diabète, il a piloté en 2025 une enquête menée par des consultants experts en santé publique du Centre Africain de Recherche en Épidémiologie et en Santé Publique (Caresp). L'objectif est de décrire les habitudes alimentaires des jeunes de 16 à 25 ans habitant une commune dense du centre de Lomé au Togo, ainsi que les déterminants de ces habitudes. Le périmètre de l'étude a été calqué sur celui du projet Pari alimentaire de l'ONG Oadel (commune Golfe 1 de Lomé, zone la plus dense de Lomé avec des revenus moyens très faibles). Près de 600 jeunes ont été interrogés pour l'étude quantitative. Une soixantaine d'autres jeunes a participé à l'étude qualitative. L'échantillonnage s'est fait de façon aléatoire à partir des données de recensement. En voici quelques-uns des résultats² :

- Les taux de surpoids et d'obésité sont inquiétants pour cette tranche d'âge : près de 29 % des jeunes sont concernés par le surpoids, obésité comprise.
- Seul 1,2 % des jeunes a un régime alimentaire véritablement équilibré. Plus de 37 % des jeunes ont une alimentation très peu équilibrée et les filles sont un peu plus touchées par la mauvaise alimentation (38,8 % contre 35,2 % pour les garçons). Les corrélations statistiques ont été explorées avec une multitude de facteurs : l'âge des jeunes et le niveau d'instruction du chef de ménage influencent positivement le score de qualité du régime alimentaire.
- Les aliments nocifs les plus consommés sont les sucreries, la viande rouge (transformée ou non) et les aliments frits. Les snacks salés et les boissons gazeuses sont moins consommés.

- La fréquence de consommation des légumes est élevée mais souvent limitée à leur présence dans les sauces. Les fruits sont peu consommés. Le régime alimentaire des jeunes est jugé pauvre en nutriments essentiels.
- Un score de consommation locale a permis d'estimer la consommation de produits locaux avec des réserves sur la faculté d'appréciation des enquêtés (les personnes chargées des courses alimentaires au sein des ménages). Aucun ménage n'a déclaré un régime alimentaire qui serait centré sur les produits locaux (à plus de 60 %). La plupart ont une consommation mi-locale, mi-importée (entre 30 et 60%). Plus de la moitié des ménages enquêtés (54,2 %) consomme des bouillons de cube industriels.



Consulter le rapport complet de l'enquête sur alimenterre.org

² Les résultats ont fait l'objet d'une triangulation entre l'analyse statistique avec des modèles de régression des données quantitatives, l'analyse des données qualitatives avec un codage thématique et une revue de littérature.

Un atelier de partage de l'enquête et de travail sur les enjeux nutritionnels

Du 4 au 6 novembre, à Lomé, avec le soutien d'Inter-réseaux et de l'Oadel, le CFSI a organisé une restitution de l'enquête, croisée avec le partage d'autres études sur les environnements alimentaires de pays de la sous-région (avec notamment le concours déterminant du Gret, du Grdr et de l'institut régional de santé publique basé au Bénin).

Chercheurs, organisations paysannes, ONG, acteurs publics et entrepreneurs venus du Togo, du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Sénégal et d'Europe ont partagé leurs expériences et réflexions sur l'évolution des environnements alimentaires et des habitudes alimentaires ainsi que sur les leviers pour transformer durablement nos systèmes alimentaires.

Deux jours d'échanges intenses autour des questions :

- Comment faire progresser ensemble les filières alimentaires locales et la lutte contre les maladies liées à la mauvaise alimentation qui progressent partout très rapidement ?
- Quels sont les leviers à actionner pour agir sur les habitudes alimentaires des jeunes ?



Consulter le compte-rendu sur alimenterre.org



Pafao : Le fonds de soutien aux projets

Un appel recentré sur les produits de consommation courante et les zones enclavées ou fragilisées par l'insécurité

L'enjeu du programme Pafao est cette année encore de soutenir des initiatives qui contribuent au renforcement de la consommation des produits locaux issus de l'agriculture familiale durable tout en assurant aux paysannes, aux paysans et autres acteurs des filières un revenu juste. Dans un contexte de crises persistantes en Afrique de l'Ouest, les initiatives retenues devaient à nouveau démontrer leur contribution à la résilience alimentaire dans la sous-région en agissant sur au moins un de ces deux leviers :

- la mise en marché des produits locaux consommés par le plus grand nombre, y compris les populations vulnérables ;
- la mise en marché des produits locaux issus des territoires les plus enclavés et/ou en proie à l'insécurité.

Sur les 90 dossiers de demande de subvention reçus, 9 ont été retenus. Ces initiatives sont déployées dans 5 pays de la sous-région. Le Burkina Faso est le pays qui accueille le plus d'initiatives (3), suivi par le Togo (2) et le Sénégal (2). Enfin, on retrouve également le Bénin (1) et le Ghana (1).

L'intérêt pour l'alimentation scolaire en tant que levier pour favoriser l'accès à une alimentation saine, notamment pour les plus vulnérables, se confirme avec un total de 5 initiatives qui s'inscrivent dans cet axe d'intervention. La valorisation des produits issus des filières locales, la sensibilisation des consommateurs et des décideurs via le plaidoyer notamment restent par ailleurs des marqueurs structurant du programme Pafao. Cela confirme l'importance de ces volets pour faire bouger les lignes en faveur d'une agriculture familiale saine, durable et rémunératrice.



Coup de pouce pour le changement d'échelle

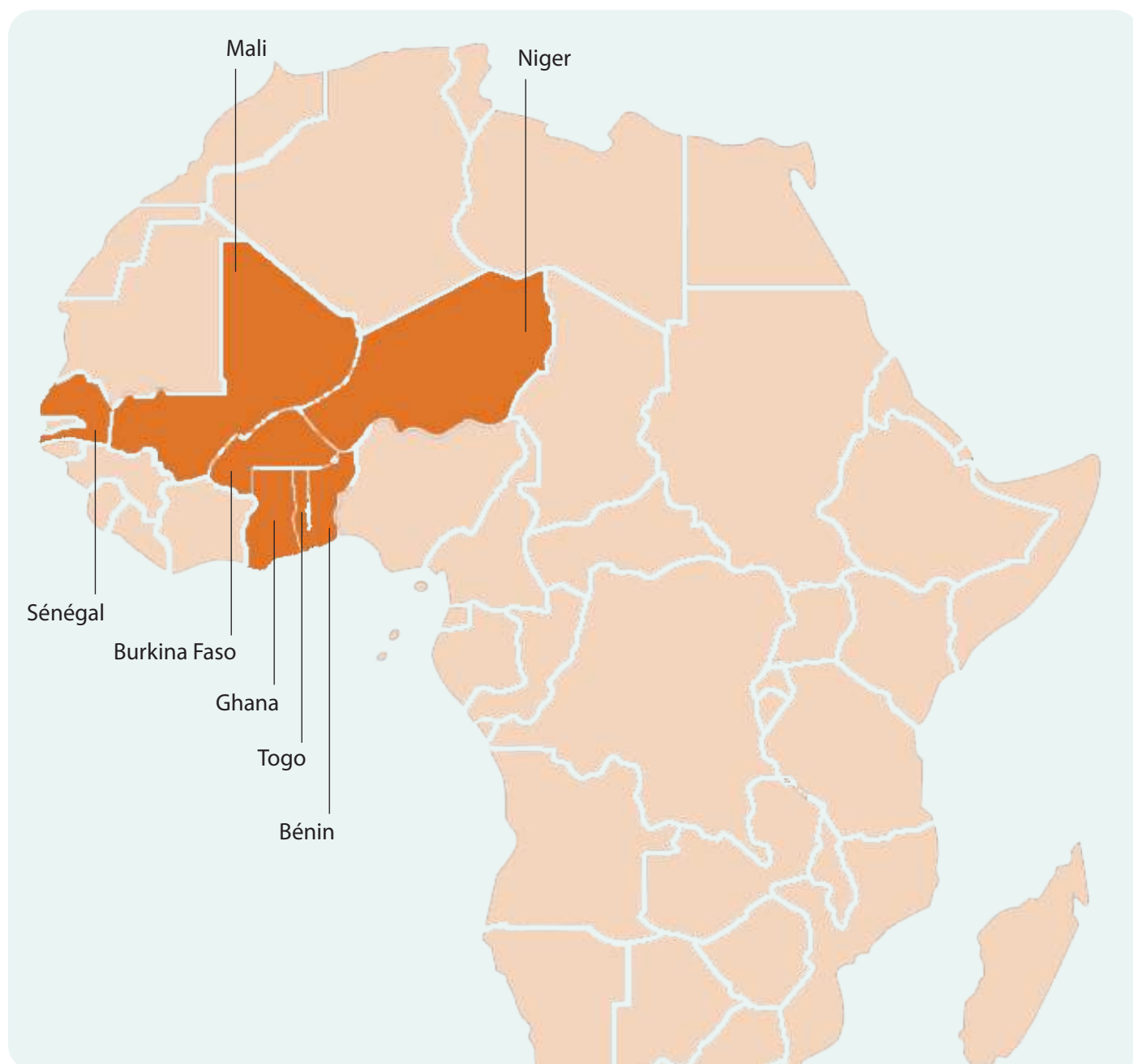


Le dispositif Coup de pouce a vocation à :

- permettre aux entreprises bénéficiaires de lever un blocage qui les empêchent d'avoir accès à un financement bancaire ou solidaire ;
- documenter l'impact social et environnemental des petites entreprises des filières alimentaires locales.

Lancé en partenariat avec Solidarité internationale pour le développement et l'investissement (la Sidi), un troisième appel coup de pouce a permis d'attribuer début 2025 près de 160 000 € de soutien à 9 entreprises situées dans 6 pays. Elles viennent s'ajouter aux 15 entreprises soutenues depuis le lancement de ce dispositif test en 2022. Un bilan du dispositif sera effectué courant 2026.

Cartographie des initiatives soutenues suite aux appels à projets du CFSI 2025



Le réseau **ALIMENTTERRE** sensibilise et mobilise les citoyens aux enjeux alimentaires mondiaux et locaux.

Temps forts de l'année

FESTIVAL **ALIMENTTERRE** Du 15 au 30 novembre 2025

La 19e édition du Festival **ALIMENTTERRE** a mobilisé 3 900 organisations dans les territoires. Près de 2 840 projections-débats ont permis d'informer, de sensibiliser et de donner envie d'agir à plus de 118 000 citoyens. Les 9 films ont servi de support pour des discussions sur l'agriculture durable, les impacts de nos choix de consommation, les politiques agricoles et alimentaires et les interdépendances de nos systèmes alimentaires mondialisés, avec un accent sur leur lien avec les dérèglements climatiques et la perte de biodiversité.



Le Festival international **ALIMENTTERRE** en quelques chiffres

Depuis 2007 près de **1 044 700** personnes sensibilisées

En 2025



2 839

projections-débats
42 % scolaire
58 % grand public



118 000
participants



3 900
acteurs mobilisés



15 PAYS

91% des séances en France
Allemagne, Bénin, Burkina Faso,
Cambodge, Cameroun, Canada,
Congo, Côte d'Ivoire, France,
Guinée, Madagascar, Niger,
Sénégal, Tchad, Togo



Juin 2025 : 12^e édition du Prix **ALIMENTTERRE**



Organisé en partenariat avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, le Prix **ALIMENTTERRE** donne la parole aux jeunes de 14 à 25 ans. Depuis 2019, il récompense les initiatives novatrices des jeunes afin de sensibiliser et mobiliser sur les enjeux agricoles et alimentaires sous différentes formes.

Sur les 13 projets originaux proposés en 2025, trois ont été lauréats :

- Les élèves du lycée agricole Albi Fonlabour (81) avec « La pisciculture, la peine en vaut-elle le jeu ? », jeux et outils pédagogiques pour sensibiliser à la préservation des ressources halieutiques ;
- Les étudiant.e.s de l'Institut Agro Montpellier (34) pour « Femmes des Terres », un documentaire sur le rôle central des femmes dans l'agriculture avec un regard croisé dans 4 pays ;
- Les élèves du collège Jean Jacques Perret d'Aix-les-Bains (73) pour « L'eau là-bas ! », un projet de fictions sonores sur les inégalités d'accès à l'eau dans le monde et les interdépendances.

La cérémonie de remise des prix s'est déroulée le 26 juin à la Halle Pajol, à Paris, avec la présence du CFSI et des partenaires.

Étude d'impact du Festival international ALIMENTERRE

Un travail d'étude d'impact du Festival ALIMENTERRE a débuté afin de mettre en évidence les effets du festival auprès des participants et sur l'ancrage dans les différents territoires. Il s'agit de mesurer plus précisément l'action de sensibilisation portée par la campagne ALIMENTERRE à travers le festival et de montrer les effets durables et concrets qui prennent souvent la forme d'initiatives locales.

Par le biais d'un questionnaire diffusé après les projections-débats aux participants et plusieurs entretiens avec les organisateurs des événements, les premiers résultats montrent que le festival agit comme un levier fort de sensibilisation aux enjeux portés par la campagne ALIMENTERRE et le CFSI.

En plus de créer des espaces d'échanges de savoirs et d'apprentissage, les événements organisés dans le cadre du festival permettent la mise en relation d'acteurs à l'échelle des territoires créant ainsi une synergie et facilite la mise en place de projets locaux.

Cette étude nous montre que le festival n'est pas seulement un événement annuel mais bien un vecteur de prise de conscience et de passage à l'action auprès des différents acteurs impliqués à toutes les échelles.

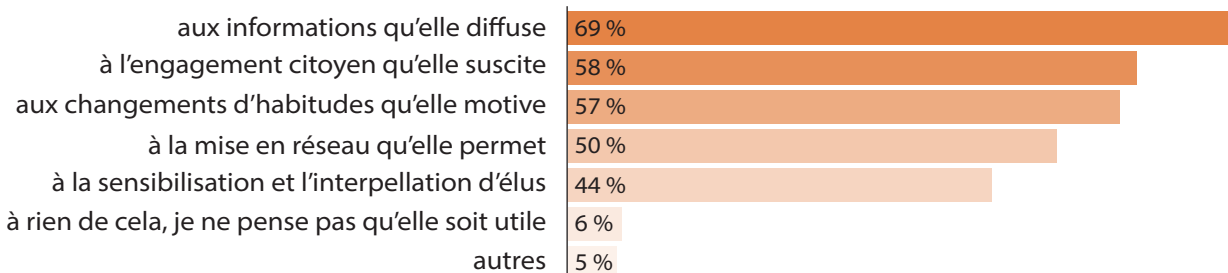
En effet, les bilans de l'édition 2025 nous montrent que de nombreuses initiatives locales ont vu le jour. Parmi elles, on peut citer :

- La création d'un jeu pédagogique sur les enjeux par deux enseignantes du CFA de Fondettes (37), qui participent depuis trois ans au festival avec leurs élèves ;
- Des réflexions autour d'un projet de produits locaux et sains dans les cantines scolaires et de planter une forêt gourmande par le collectif citoyen Côte de Nacre (Normandie) ;
- L'organisation de concertation sur les pratiques agricoles dans les villages et des échanges de semences organisés par la mairie d'Aplahoué dans le cadre de la Foire semencière agroécologique au Bénin.

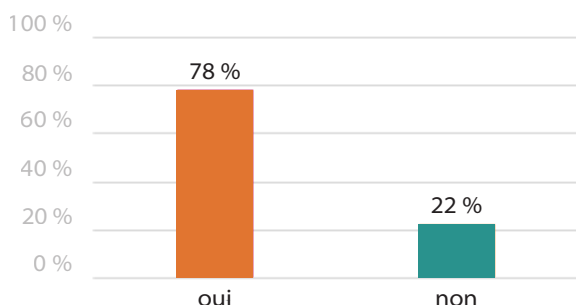


Extrait de l'étude d'impact du Festival international ALIMENTERRE 2025

La campagne citoyenne ALIMENTERRE est utile pour aller vers des systèmes alimentaires territoriaux plus durables et solidaires, grâce (plusieurs choix possibles) :



Pensez-vous que la projection-débat vous a aidé à prendre conscience ?



« Pour faire des petits pas, il faut que ça avance par la démocratie, le dialogue, l'horizontal, le consensus pour essayer d'avancer. ALIMENTERRE pour nous c'est une façon de faire avancer ces dialogues. » — Association Familiale de Douvres-la-Délivrande

« Le Festival ALIMENTERRE permet de faire rencontrer des structures qui de base ne travailleraient pas ensemble. » — Collectif 36 de l'Indre

« On est passé d'un événement militant à un moment de dialogue territorial » ; « C'est devenu un outil pour faire avancer certains sujets au niveau local » — La collectivité de Sicoval

Source : Étude d'impact du Festival ALIMENTERRE 2025, réalisée en janvier 2026



Consulter l'étude d'impact complète sur alimenterre.org

PROMOUVOIR LE DROIT À L'ALIMENTATION

En synergie avec les objectifs du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) et la campagne ALIMENTERRE, le CFSI fait la promotion du droit à l'alimentation pour toutes et tous et de systèmes agricoles et alimentaires durables, solidaires, et rémunérateurs pour les paysans.

S'engager avec d'autres organisations

Le CFSI a participé à diverses dynamiques de plaidoyer autour des enjeux agricoles et alimentaires en France et à l'international. En France, il a, avec différentes organisations de protection de l'environnement, de la santé, et de la solidarité, exigé la publication d'une Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat (SNANC) à la hauteur des ambitions de la Convention citoyenne pour le climat. En 2025, le CFSI a officiellement rejoint l'Alliance pour les Transitions Agricoles et Alimentaires (ALTAA), regroupant plus de 130 organisations diverses (collectivités, associations, entreprises...). Le CFSI a aussi été actif contre les propositions de dérégulation de la Commission européenne à travers les paquets appelés « Omnibus ».

À l'été 2025, le CFSI a rejoint la coalition européenne Good Food for All, qui défend une cause essentielle : faire reconnaître et garantir le droit à l'alimentation comme un droit humain fondamental au sein de l'Union européenne grâce à une Initiative Citoyenne Européenne (ICE). Cette ICE, bien que focalisée sur l'Union européenne, prévoit des mesures impactant les populations des pays commerçant avec l'Union européenne, notamment en subordonnant tous les accords commerciaux existants et futurs à la nécessité de protéger le droit à l'alimentation, en interdisant l'exportation ou l'importation de produits agricoles à des prix qui ont un impact négatif sur l'agriculture paysanne, ou encore en interdisant l'exportation dans les pays tiers de pesticides de synthèse et d'engrais chimiques interdits en Europe. Pour que ces mesures soient prises en compte, l'ICE doit recueillir 1 000 000 de signatures à travers l'Europe sur l'année 2026.

En 2025, le CFSI s'est engagé :

- ▶ Pour l'affichage obligatoire du nutri-score sur les emballages en France
- ▶ Pour une transformation Agricole face aux pesticides
- ▶ Pour l'adoption de lois garantissant le droit à l'alimentation en France et en Europe
- ▶ Pour un financement des Projets Alimentaires Territoriaux à la hauteur de leurs ambitions
- ▶ Pour la promotion de mesures en faveur d'une agriculture de proximité en amont des élections municipales
- ▶ Pour une nouvelle Stratégie Internationale pour la Sécurité Alimentaire, la Nutrition et l'Agriculture Durable (SISANAD) ambitieuse
- ▶ Contre le traité de libre-échange UE/Mercosur
- ▶ Contre la diminution de l'Aide Publique au Développement
- ▶ Contre les propositions d'Omnibus de la Commission européenne

Participation à la Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC) à Nice

En juin, le CFSI était présent, accompagné d'Abdou Karim Sall, président de la Plateforme des acteurs de la pêche artisanale du Sénégal (Papass), à la troisième Conférence des Nations Unies pour l'Océan à Nice. Le CFSI et ses partenaires y ont défendu la préservation des ressources halieutiques et la lutte contre la surpêche industrielle.

Des réflexions pour une nouvelle stratégie de plaidoyer propre

Dès le second semestre de 2025, des réflexions ont été menées afin de renouveler la stratégie de plaidoyer sur les enjeux agricoles et alimentaires du CFSI. Pour ce faire, les attentes et contributions des membres du CFSI ont été recueillies. Alors que la quatrième phase du programme Terres Nourricières prendra fin en 2026, ces réflexions sont hautement stratégiques pour l'avenir du CFSI.

COOPÉRER AUTREMENT

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT (CAAC)

2025 : une année de partage et de concertation

Le CAAC est un programme à l'intention des membres du CFSI et de leurs partenaires. Il accompagne les évolutions des pratiques de coopération, en France et dans d'autres pays, pour mieux lutter contre les inégalités et construire des partenariats équilibrés, capables d'agir sur des enjeux communs, locaux et internationaux.

Des coopérations au service des territoires ici et là-bas

Le 13 février 2025, le comité consultatif des Animations Territoriales Décentralisées a sélectionné 5 propositions portées par la CGT, ESSOR, le Grdr, le Gret et Ingénieurs Sans Frontières. *In fine*, en 2025, 19 projets sont en cours de mise en œuvre, soit 10 initiatives pilotes et 9 animations territoriales décentralisées. Ces projets de coopération sont ancrés dans 9 régions françaises (Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France, Normandie, Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Centre-Val de Loire, Normandie, Île-de-France et Guyane) en coopération avec les territoires de 15 pays : Arménie, Géorgie, Cuba, Colombie, Espagne, Mexique, Pérou, Salvador, Haïti, Liban, Bénin, Guinée, Togo, Tunisie et Sénégal. Dans le cadre de ces initiatives, les partenaires engagent des actions de coopération co-construites pour répondre à des enjeux communs : réponses aux changements climatiques et transitions écologiques, extractivisme, droit au travail décent, économie sociale et solidaire, insertion sociale, citoyenne et économique des jeunes, droit à l'alimentation, agroécologie et migrations. Ce faisant, ils renforcent le pouvoir d'agir des habitants des territoires investis et contribuent à l'atteinte des objectifs de développement durables.

Mise en commun et partage des expériences

Afin de mesurer l'impact du Programme une étude associée à un dispositif de capitalisation continue ont été lancés. Basée sur un questionnaire, des entretiens individuels et des focus groupes, il est attendu de cette analyse de récolter et d'objectiver d'une part, les acquis du Programme et leurs facteurs d'influence et d'autre part, de mesurer l'impact des initiatives en cours. Des livrables rendant compte de ces expériences individuelles et collectives seront édités et partagés au premier trimestre 2026. Dans ce cadre, les membres du CFSI et leurs partenaires d'ici et d'ailleurs ont abouti à une définition commune de la réciprocité ci-dessous illustrée :

« La réciprocité, c'est faire de la coopération un échange équitable qui transforme tous les partenaires, en reconnaissant la valeur de chacun dans la construction d'un monde commun.

Dans la solidarité internationale, la réciprocité est un principe d'action et un levier de mobilisation citoyenne et de transformation sociale pour répondre aux défis globaux.

Elle repose sur la conviction que chaque partenaire – organisation ou territoire – possède des savoirs, des compétences et des intérêts légitimes que la relation partenariale valorise, partage et fait évoluer. Le défi consiste à construire ensemble, dès l'origine, des actions collectives qui transforment tous les acteurs impliqués »



La réciprocité c'est :

- ▶ Donner et recevoir, apprendre et transmettre, dans un équilibre réel
- ▶ Coconstruire des projets, décider et évaluer ensemble, en tenant compte des besoins et intérêts de chacun
- ▶ Valoriser les savoirs, les cultures, les innovations de toutes les organisations et de tous les territoires impliqués, pour nourrir une intelligence collective
- ▶ Créer des relations durables fondées sur l'engagement mutuel, la responsabilité partagée et l'équité des résultats

C'est une culture à cultiver, une dynamique à structurer, et un combat politique à mener contre les asymétries historiques de la coopération. La réciprocité se pratique, se construit et se défend.





Cette définition de la réciprocité et ce dessin ont été présentés aux membres du CFSI lors de l'atelier synergie des Animations Territoriales Décentralisées organisé à Nantes, le 13 juin 2025 pour partager les différentes démarches engagées et leurs premiers apprentissages. En addition, un focus group portant sur les besoins en formation d'animateurs pluri-acteurs territoriaux a été co-organisé avec la FONDA le 18 décembre 2025.

Partage entre pairs avec d'autres organisations

En janvier, le CFSI a intégré le comité des études du F3E et reste engagé dans différents groupes de réflexion au sein de Coordination SUD, plus particulièrement ceux dédiés à la question des partenariats.

Outre ces comités, le CFSI s'est mobilisé, à l'invitation de ses membres et/ou alliés, à différents temps de partage entre pairs. A Rennes, en mars pour une journée de réflexion organisée par Xylm et ses partenaires bretons qui accueillait leurs partenaires togolais. En juin à l'invitation du Groupe Initiatives pour participer à une table ronde qui s'inscrivait dans le cadre de la production du Traverses n°54 intitulé « *Faire converger les solidarités, agir à l'international et en France face aux enjeux communs* ». En juillet à une journée de rencontres entre pairs co-organisée à Lyon par la Fonda, le réseau national des maisons des associations et la Fondation de France intitulée « *Coopérer : comprendre les obstacles pour agir* ». Mi-octobre au Congrès associatif du F3E et fin octobre lors d'une table ronde portant sur les coopérations pluri-acteurs de territoires à territoires organisée à Bordeaux dans le cadre du Forum Mondial de l'Economie Sociale et Solidaire (GSEF). Enfin, en novembre, au 40ème Congrès du Secours populaire français organisé à Lille.

Bâtir ensemble une dynamique de coopération en réciprocité

Dans l'optique de bâtir collectivement la suite du Programme « *Coopérer Autrement en Acteurs de Changement* », un round de concertation a été engagé avec les membres du CFSI et les partenaires et alliés de la plateforme. Au total, 33 personnes ont participé à 21 entretiens individuels et collectifs. Sur cette base, les enjeux qui rassemblent les membres du CFSI et leurs partenaires ont été identifiés, présentés et débattus ainsi que les dispositifs qui seraient développés à leurs services. Sur cette base, le CFSI a répondu, en juillet, à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'Agence française de développement, bailleur principal du Programme.

Malheureusement, dans un contexte international de remise en question de l'aide publique au développement qui accuse, en 2025, la plus forte baisse de son histoire, la proposition n'a pas été retenue.



Le programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement en 2025 c'est :

Mise en œuvre de coopérations pluri-acteurs de territoires à territoires.	10 initiatives pilotes de Coopération Pluri-Acteurs de Territoires à Territoires et 9 Animations Territoriales Décentralisées portées par 14 membres du CFSI et 2 de leurs partenaires internationaux.
Des espaces d'échanges entre pairs pour produire une connaissance partageable, issue d'initiatives solidaires concrètes.	Un atelier synergie des porteurs d'animations territoriales décentralisées organisé en juin 2025 à Nantes mobilisant 20 participants et des ateliers et entretiens individuels organisés dans le cadre de l'étude d'impact et du dispositif de capitalisation. Au total, 21 membres du CFSI sur 25, soit 80 % ont été mobilisés dans le cadre d'au moins une activité du Programme.
Une gouvernance participative qui rassemble des membres du CFSI et des personnes ressources externes.	Des instances engagées : 6 réunions du comité stratégique en janvier, mars, avril, septembre, octobre et décembre, 1 réunion du comité consultatif des Animations Territoriales Décentralisées en février, 1 réunion du comité de suivi de la capitalisation et de l'étude d'impact en octobre et 4 réunion en septembre, octobre, novembre et décembre du comité de suivi chargé du séminaire international du Programme qui est planifié au printemps 2026.





RAPPORT FINANCIER

LE MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET LE FONCTIONNEMENT DU CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation³. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence française de développement (AFD). Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation),

des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionnent les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes bénévoles élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau **ALIMENTTERRE** pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

LE COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION EN EUROS		TOTAL 2025	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE	Dons et mécénat	574 630	574 630
	Produits non liés à la générosité du public	692 271	
	Subventions et autres concours publics	900 493	
	Utilisation des fonds dédiés antérieurs	546 094	47 093
	TOTAL DES PRODUITS	2 713 488	621 723
CHARGES PAR DESTINATION	Missions sociales	1 563 221	164 139
	Frais de recherche de fonds	298 608	281 235
	Frais de fonctionnement	438 081	176 349
	Dotations aux amortissements	8 586	
	Impôts	3 856	0
	Reports en fonds dédiés de l'exercice	432 052	0
	TOTAL DES CHARGES	2 744 404	621 723
	Déficit	- 30 915	0

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		TOTAL 2025	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE	Contributions volontaires non liées à la générosité du public	3 558	
	Contributions volontaires liées à la générosité du public		
	TOTAL DES PRODUITS	3 558	
CHARGES PAR DESTINATION	Contributions volontaires aux missions sociales	3 558	
	Contributions volontaires au fonctionnement		
	TOTAL DES CHARGES	3 558	

³ La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

Les **PRODUITS** de l'exercice (80 %) proviennent de :



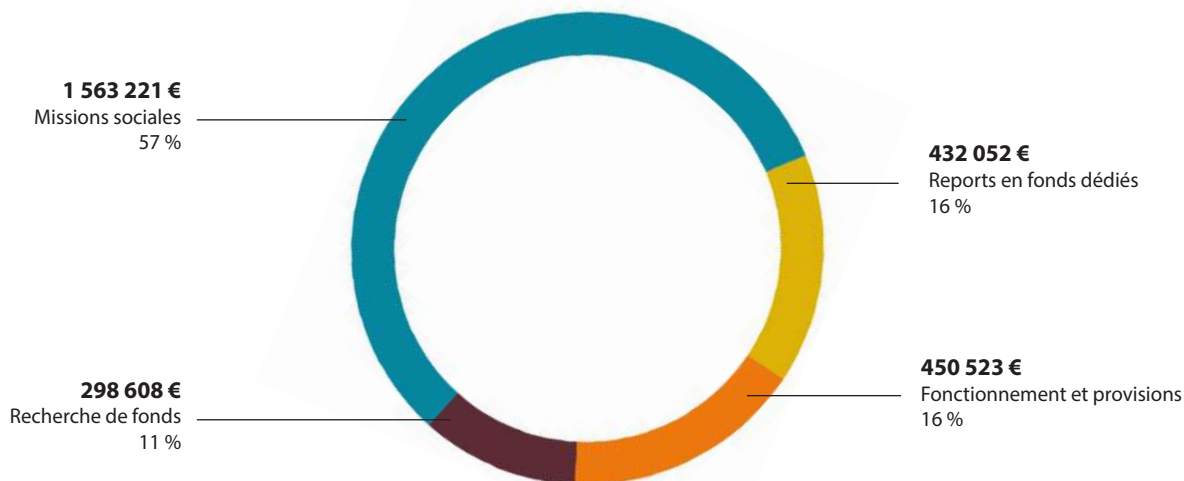
fonds privés (58 %) qui comprennent :

- les ressources issues de la générosité du public (27 % des ressources de l'exercice) qui comprennent des dons et legs des particuliers ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France ;
- des autres produits, à savoir les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes.

Les fonds publics (42 %) qui correspondent au soutien de l'Agence française de développement (AFD) aux programmes portés par le CFSI. Ils cofinancent les activités menées dans le cadre des missions sociales du CFSI. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement.

La reprise des fonds collectés (fonds publics et fonds privés) lors des exercices antérieurs et dédiés à des engagements pluriannuels vient compléter les ressources utilisables sur l'exercice (**20 %**).

Les **CHARGES** comprennent :



Les missions sociales correspondent à la mise en œuvre des deux axes de travail du CFSI : agriculture et alimentation, coopérer autrement. Elles se déclinent majoritairement à l'international par le soutien à des actions en faveur du droit à l'alimentation, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités réalisées par le CFSI et ses partenaires (54 % des missions) et également en France (46 %) notamment pour les actions de sensibilisation au droit à l'alimentation.

La recherche de fonds qui inclut les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 5 courriers postaux par an) et à la recherche de nouveaux donateurs.

Le fonctionnement à savoir la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle.

Les reports en fonds dédiés des subventions et des dons qui correspondent aux engagements pris durant l'année 2025 pour des programmes pluriannuels et non réalisés durant l'exercice.

L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

Le compte d'emploi des ressources présente l'utilisation des fonds issus de la générosité du public. En 2025, le CFSI a utilisé 621 723 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant correspond à la collecte de l'année (574 630 €) à laquelle s'ajoute la reprise des fonds dédiés (47 093 €).

164 139 € ont été imputés aux missions sociales. L'ensemble de ces fonds a été affecté aux initiatives soutenues à l'international, à savoir le soutien à des initiatives sur le terrain en faveur du consommateur local, des droits humains, de la jeunesse et de la lutte contre la

pauvreté. 281 235 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs. 176 349 € ont permis d'assurer une partie du fonctionnement du CFSI. L'affectation de dons pour le financement de la structure CFSI est exceptionnelle. Cette situation est due au rythme de nos projets et à l'exigence des contrôles concernant la gestion des fonds. Le volume de dépenses liées aux activités est inférieur à ceux des années précédentes car un temps de travail important a été consacré à la préparation d'activités qui se dérouleront au cours de l'exercice 2026.



Flyers A5 2025 à destination des donateurs



Visuel de la campagne digitale de fin d'année 2025

LE BILAN DU CFSI

ACTIF EN EURO	31/12/2024	31/12/2025	PASSIF EN EUROS	31/12/2024	31/12/2025
Actif immobilisé	43 952	56 076	Réserves	424 532	393 617
Créances	3 020 207	497 182	Fonds dédiés	1 534 344	1 417 552
Trésorerie	351 380	1 847 032	Provision pour risques		
Charges constatées avance	2 165 074	1 624 152	Dettes (dont PCA)	3 621 736	2 213 274
TOTAL ACTIF	5 580 613	4 024 443	TOTAL PASSIF	5 580 613	4 024 443

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 2,1 mois d'activités. Ce ratio est inférieur à celui constaté au 31/12/2024 du fait d'une augmentation du volume de dépenses. Une réserve correspondant à trois mois d'activité serait nécessaire pour garantir une pérennité des actions.



Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2025 ont été certifiés par Crowe - Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : en mars 2025, le Don en Confiance a renouvelé la reconnaissance triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme de reconnaissance des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations reconnues s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application.

Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.





NOS PARTENAIRES EN 2025

NOS PARTENAIRES EN 2025



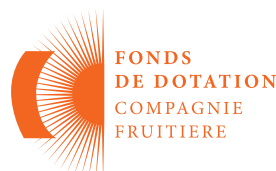
Agence française
de développement
www.afd.fr



Enseignement
agricole
www.laventureduvivant.fr



Fonds de dotation
Biocoop
www.biocoop.fr



Fonds de dotation
Compagnie Fruitière
www.fdd-cf.com



Fondation Crédit
Coopératif
www.fondation.credit-cooperatif.coop



Fondation Daniel &
Nina Carasso
www.fondationcarasso.org



Fondation Équité
Partagée
www.fairtrade.net



Fondation de France
www.fondationdefrance.org



Fondation JM Bruneau
www.fondationdefrance.org



Fondation Léa Nature
Jardin Bio
www.fondation-mecenat-leanature.org



Olga
www.olga.fr



1 % pour la planète
www.onepercentfortheplanet.fr







ANNEXES

LISTE DES INITIATIVES SÉLECTIONNÉES EN 2025

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ	DURÉE EN MOIS
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE ET FONDATION J.M BRUNEAU					
Burkina Faso	Apess	Oxfam	Appui aux Plateformes d'innovation lait (PIL) de Fada N'Gourma, Banfora et Dori	59 973 €	36
Burkina Faso	CPF	-	Projet de Renforcement du Dialogue et de la Concertation entre les acteurs pour améliorer le fonctionnement des Cantines Scolaires et les revenus des producteurs (PREDIC-CS)	58 000 €	36
Burkina Faso	Ferme de Kelem	-	Consolider la Ferme Kelem sur le marché alevinage et poisson frais du tilapia	13 888 €	12
Burkina Faso	Gret	Commune de Houndé	Territoires engagés pour une relocalisation de l'alimentation (« l'Nani » : notre grenier en bwamu)	60 000 €	36
Burkina Faso	Humundi	CVB	Développement de la mise en marché de produits issus de l'agriculture paysanne dans la Région Nord du Burkina Faso – DéMarche	60 000 €	36
Burkina Faso	UPCPO	-	Réaliser une chambre froide à Kaya pour améliorer la conservation et la qualité de la semence d'oignon produite.	15 260 €	8
Mali	ULPK	-	Augmentation de la production de karité pour le marché local	19 817 €	12
Niger	Froni	-	Amélioration de la productivité et de la transparence financière	13 430 €	8
Togo	AFL	GEVAPAF	Transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires – Phase 2 Togo (TERSAA 2 Togo)	60 000 €	36
Togo	ESF	Orepsa	L'Or gris des Savanes. Appui à la filière pintade aux Togo – Phase 3	60 000 €	36
TOTAL financement Fondation de France et Fondation J.M Bruneau 2025				420 368 €	
FINANCEMENT AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, CFSI ET FONDATION DE FRANCE					
Bénin	UDP-ATL	Icra	Faciliter la commercialisation de produits aux cantines scolaires et revendeuses de ville	60 000 €	36
Ghana	GFM	Reformaten	The Ghana plate: locally sourced nutrition for all!	58 870 €	36
Sénégal	Grdr	Ipar	Alimentation scolaire locale pour un développement inclusif (ASLID)	60 000 €	36
TOTAL financement Agence française de développement, CFSI et Fondation de France 2025				178 870 €	
FINANCEMENT AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET CFSI					
Bénin	Huilerie royale TED	-	Renforcement des capacités de production et de la structuration des opérations	19 947 €	12
Bénin	Mark Ethic	-	Finaliser l'ouverture du capital de la société	19 971 €	12
Sénégal	Fongs	SOL	Du terrain aux politiques : renforcer les minoteries, promouvoir les farines locales	40 000 €	24
Sénégal	MSA	-	Développement de la franchise sur le riz étuvé de la marque Fayel avec le fédération réseau de femmes transformatrices de la Fédération des périmètres autogéré (FPA).	17 016 €	12
Togo	Esop Agou	-	Répondre à la demande accrue du riz « Délice »	19 315 €	12
Togo	Esop Vianor	-	Accroissement de la production d'œufs de table	20 000 €	12
TOTAL financement Agence française de développement et CFSI 2025				136 249 €	

ALIMENTERRE - COORDINATION TERRITORIALE

COORDINATION	TERRITOIRE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
La Case	Ile-de-France	25 000 €
Inades Formation Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	20 100 €
Terrafrik	Guinée	5 000 €
TOTAL des conventions signées en 2025 pour les coordinations territoriales		45 000 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT (CAAC)

PORTEUR	TITRE DE L'INITIATIVE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Animations Territoriales Décentralisées		
CGT	La transition juste et l'extractivisme – les enjeux syndicaux	15 000 €
ESSOR ONG	Ruralité et jeunesse au Nord et au Sud	14 994 €
Grdr	Jeunesses pour une Alimentation Durable et Engagée (JADE)	15 000 €
Gret	DIFRAS (Dialogue Interculturel entre jeunesses FRANçaises et Sénégalaises)	14 706 €
ISF	Agir ici et là-bas pour l'ECSI (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale)	15 000 €
TOTAL des Animations Territoriales Décentralisées - conventions signées en 2025		74 700 €

LISTE DES PROJETS PLURIANNUELS SUIVIS EN 2025 (PROJETS SÉLECTIONNÉS AVANT 2025)

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI				
Bénin	URP-AL	Icra	Riz et lait de soja pour la masse et plus de revenus aux acteurs	49 546 €
Burkina Faso	ABADAS	UMPL-B	Mini-laiteries innovation et stratégie 2022	50 000 €
TOTAL financement CFSI				99 546 €
FINANCEMENT AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET CFSI				
Bénin	CB	Afdi-64	Amélioration de la commercialisation des produits agroécologiques au Bénin	35 978 €
Ghana	Max Havelaar	Fairtrade Africa (FTA)	Commercialisation de produits locaux issus d'une agriculture familiale diversifiée	60 000 €
Guinée	CAG44	Kindia Interco	« Promotion des initiatives locales de cantines Scolaires en circuits courts à Kindia »	60 000 €
Sénégal	AAF	AAIS	Renforcement de la Résilience Agricole par la Valorisation du Fonio	60 000 €
Bénin	Coopérative pour le maintien d'une agriculture paysanne (Comap)	-	Mise aux normes de l'unité de transformation et sécurisation foncière au profit des femmes de CoMAP	19 971 €
Bénin	Map Afrique	Ecti	Promotion de nouveaux comportements au profit de l'agriculture familiale au Bénin	35 238 €
Bénin	Mark Ethic	-	Passage d'un cap de chiffre d'affaires grâce à un plan d'action commerciale (en vue d'une ouverture prochaine de son capital)	19 971 €
Bénin	Pnoppa	-	Projet de soutien à l'approvisionnement local des cantines scolaires au Bénin (PSALC)	60 000 €
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal	Apess	SOS Faim	Plaidoyer de la Plateforme Multi acteurs pour la Promotion du Lait Local en AFO	50 000 €
Sénégal	Fruitales	-	Développer la commercialisation au niveau local et régional pour un changement d'échelle réussi	17 905 €
Sénégal	Gret	Agora	Alimentation scolaire et jardins pédagogiques (ALIJA)	60 000 €
Togo	Afdi-Lorraine	Rejeppat	Développement de la consommation des produits agroécologiques certifiés au Togo	56 330 €
Togo	ChocoTogo	-	Disposer d'une garantie foncière en vue d'attirer les investissements pour construire une usine	20 667 €
TOTAL Financement Agence française de développement et CFSI				556 060 €
FINANCEMENT AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, CFSI ET FONDATION DE FRANCE				
Sénégal	Coordid	Nitidæ	Revalorisation de la filière niébé pour une alimentation riche en protéines	59 994 €
Bénin	Aced	ESF	Le lait local pour une éducation saine et une communauté prospère	59 493 €
Bénin	UDP-ATL (anc. Urpal)	Icra	Promotion farines de manioc et patate douce et relations commerciales entre acteurs	59 989 €
TOTAL Financement Agence française de développement, CFSI et Fondation de France				179 476 €
FINANCEMENT COMPAGNIE FRUITIERÈRE ET CFSI				
Sénégal	CNCR	Grdr	Passage à l'échelle des cantines scolaires alimentées en produits locaux : pour gagner la bataille du consommateur local (Seelal Leekou Khaléyi..)	25 000 €
TOTAL Financement Compagnie Fruitière et CFSI				25 000 €

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE				
Bénin	Aced	Gret	Des légumes savoureux et sains dans nos assiettes (LSSA)	59 609 €
Bénin	Afdi-NA	Fupro	L'IG huile Agonlinmi : une opportunité pour redynamiser la filière arachide	60 000 €
Bénin, Burkina Faso, Guinée	Roppa	Trias	Promotion de la consommation des produits locaux en Afrique de l'Ouest (PCPL – AO)	50 000 €
Burkina Faso	Afdi-AuRA	UMPL-B	Innovations pour l'optimisation de la filière lait	50 000 €
Burkina Faso	BCOD	IR	Promotion de l'autonomisation économique de groupements de femmes par la vente de produits maraîchers agroécologiques bruts et transformés	60 000 €
Burkina Faso	BIOPROTECT	-	Amélioration de l'offre de produits agricoles Eco/bio transformés de BIOPROTECT	19 997 €
Burkina Faso	ESF	APIL	La Voie Lactée des Femmes de l'Oubritenga - Phase 2	60 000 €
Burkina Faso	Gret	Mairie de Bobo-Dioulasso	Gouvernance Inclusive de la Filière Lait à Bobo-Dioulasso (GO-IN 2- Lait)	50 008 €
Burkina Faso	Shilo Sunshine Corporation (3SC)	-	Réalisation d'infrastructures additionnelles et acquisition d'équipements complémentaires.	19 895 €
Burkina Faso	Volailles du Faso	-	Accroissement en qualité et en quantité de notre activité	19 513 €
Côte d'Ivoire	Apdra	Fedesi	Renforcement de la Filière du Poisson de Pisciculture en Côte d'Ivoire (RF2PCI)	60 000 €
Côte d'Ivoire	Fert	Urmag	Développement de services d'appui à la commercialisation de produits maraîchers au niveau de l'Urmag	50 000 €
Guinée	Grdr	Club des amis du mondel	Valoriser et sécuriser les produits vivriers pour la relocalisation de l'alimentation dans la ville de Boké	50 000 €
Guinée	Trias	FOPVS	Production, valorisation et commercialisation du riz de mangrove (Bora Malé)	60 000 €
Guinée-Bissau	OGD	AVSF	Mise en valeur du patrimoine agro-forestier de Bolama	50 000 €
Mali	SOS Faim Belgique	AMSD	Les produits agroécologiques maliens à la conquête des consommateurs	50 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu : promouvoir le lait des petits producteurs au Niger	60 000 €
Sénégal	Arecap	FRCAP	Des produits laitiers caprins pour tous	60 000 €
Sénégal	AVSF	CICODEV	Appui à l'alimentation scolaire pour une résilience des systèmes alimentaires	60 000 €
Sénégal	Fapal	Gret	Des produits alimentaires locaux, sains et nutritifs pour tous dans la région de Louga	59 988 €
Sénégal	Grdr	Commune de Ziguinchor	Système alimentaire durable pour le développement de l'entrepreneuriat local (SADDEL)	60 000 €
Sénégal	Grdr	CICODEV	Relocalisation de l'alimentation et Promotion de l'Agroécologie pour un Système alimentaire résilient via les écoles du département de Rufisque (RePAS)	50 000 €
Sénégal	SOL	Fongs	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal, Phase 3	50 000 €
Sénégal	SOS Faim	ANDPI	Accès des produits agricoles transformés aux marchés territoriaux du Sine Saloum	59 966 €
Sénégal	Tech-dev	Gindi	DIARIGNO SUNU MBEY TEF, consommons notre production que nous transformons	60 000 €
Sénégal + sous-région AO	Ipar	Inter-réseaux	Partenariats, Plaidoyers et Partages de savoirs en faveur de la prise en compte du Mil et produits dérivés dans les achats institutionnels au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (3P-MilSAO)	48 798 €
Togo	Enpro	Gret	Structuration d'une filière courte agroécologique au Togo – Pasfa 2	59 966 €
Togo	ESF	ESFT	L'Or gris des Savanes. Appui à la filière pintade aux Togo – Phase 2	36 000 €
Togo	ESFT	Zebunet	Nos Légumes : notre Santé et notre Pouvoir	50 000 €

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE				
Togo	Terre et Humanisme	Renaat	Dynamiser la commercialisation des produits agroécologiques au Togo	60 000 €
Togo, Burkina Faso, Mali	Récidev	Oadel	Soutien aux dynamiques de promotion des produits locaux en Afrique de l'Ouest	59 242 €
TOTAL Financement Fondation de France				1 603 012 €

ALIMENTERRE - COORDINATION TERRITORIALE

COORDINATION	TERRITOIRE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Afdi-Aura	Rhône-Alpes	15 000 €
ANIS Etoilé	Auvergne	20 100 €
CENTRAIDER	Centre	18 000 €
Crédi-ONG	Bénin	18 000 €
Échangeons le Monde	Hautes-Alpes	7 700 €
Gescod	Grand Est	19 980 €
Guinée 44	Pays de la Loire	23 100 €
Horizons solidaires	Normandie	20 100 €
Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	20 100 €
Lianes coopération	Hauts-de-France	20 000 €
OADEL	Togo	30 100 €
RADSI	Nouvelle-Aquitaine	36 300 €
Réseau Bretagne Solidaire	Bretagne	30 000 €
Récidev	Bourgogne-Franche-Comté	18 000 €
Sol Alternatives agroécologiques	Occitanie	17 000 €
Terrafrik	Guinée	1 500 €
Territoires solidaires	Provence-Alpes-Côte d'Azur	16 681 €
TOTAL des financements pour les coordinations territoriales		335 341 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT (CAAC)

PORTEUR	TERRITOIRES	TITRE DE L'INITIATIVE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
Initiatives pilotes			
Batik International	France, Tunisie	Migr'action	60 000 €
CENCA	France, Pérou	Jeunes actifs pour la solidarité et l'espoir (JASE)	60 000 €
CGT	Azerbaïdjan, Arménie, France, Géorgie	Promouvoir les droits des travailleurs face au changement climatique	58 293 €
Grdr	France, Sénégal	« WECCO - Réflexion commune, croisée et multiacteurs entre Montpellier et le département de Rufisque sur leurs politiques alimentaires territoriales »	60 000 €
Gret	France, Guinée	RésiGlob - Améliorer la résilience au changement climatique et la santé globale des populations de Bourgogne-Franche-Comté et de Guinée forestière par la coopération internationale	60 000 €
Guinée 44	France, Guinée	Kindia-Orvault, Territoires de solidarité climatique	60 000 €
Fédération Nationale des Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo	Bénin, France, Togo	Coconstruire des pratiques agroécologiques pour les jeunes ruraux en valorisant les échanges interculturels	55 097 €
Pays de Savoie solidaires	France, Haïti, Liban, Sénégal	InitiaTerre jeunesse : les jeunes, acteurs de leurs territoires	60 000 €
SPF	Colombie, France, Mexique	L'engagement solidaire et citoyen des jeunes générations pour renforcer la résilience des communautés locales face aux défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire	60 000 €
Xylm	France, Togo	Coopérations entre « écosystèmes ESS » français et togolais sur les enjeux communs de leurs territoires	59 141 €
TOTAL des Initiatives pilotes			592 531 €

PORTEUR	TITRE DE L'INITIATIVE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Animations Territoriales Décentralisées		
ESSENTIEL	Expérimentation de la mobilisation des acteurs économiques ligériens autour des ODD par le déploiement d'une coopération avec 3 OSI et 1 RRMA du territoire autour des enjeux Nord-Sud partagés	15 000 €
IFAID Aquitaine	SYNAPSE	15 000 €
Développement & Civilisations	Terres à vivres	15 000 €
Xylm	DIFRAS (Dialogue Interculturel entre jeunesses FRANçaises et Sénégalaises)	15 000 €
TOTAL des Animations Territoriales Décentralisées - conventions signées en 2025		60 000 €

LES ORGANISATIONS MEMBRES DU CFSI 2025



ADESAF – Association pour le développement économique et social en Afrique
www.adesaf.org



Agrisud International
www.agrisud.org



Association BATIK International
www.batik-international.org



La CGT – Confédération Générale du Travail
www.cgt.fr



CMR – Chrétiens dans le Monde Rural
www.chretiens-ruraux.fr



Cfdt
www.cfdt.fr



Développement et Civilisations – Réseau international pour l'économie humaine (RIEH)
www.rieh.org



Echoppe
www.echoppe.org



Elevages sans frontières
www.elevagessansfrontieres.org



Essentiel
www.essentiel-international.org



ESSOR – Essor, Soutien, Formation Réalisation
www.essor-ong.org



Fédération Artisans du Monde
www.artisansdumonde.org



GRDR – Migration Citoyenneté Développement
www.grdr.org



GRET- Professionnels du développement solidaire
www.gret.org



Guinée 44
www.guinee44.org



IFAID
www.ifaid.org



Indecosa – CGT
www.indecosa.fr



ISF – Ingénieurs Sans Frontières
www.isf-france.org



Pays de Savoie solidaires
www.paysdesavoiesolidaires.org



SNETAP FSU – Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public-Fédération syndicale Unitaire
www.snetap-fsu.fr



SOL
www.sol-asso.fr



SPF – Secours populaire français
www.secourspopulaire.fr



UNIVERSSEL
www.universsel.org



UNMFREO – Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation
www.mfr.fr



Xylm
www.xylm-asso.fr

INSTANCES ASSOCIATIVES

Conseil de direction renouvelé par moitié le 26 Juin 2025

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Françoise	Bernon
	Chantal	Monvois
	Marie-Noëlle	Tavaud
Agrisud International	Fabrice	Hlomador
BATIK International	Sarahi	Gutierrez
BATIK International - suppléante	Charlotte	De Poncins
CGT	Jean-Baptiste	Callebout
CGT – suppléante	Renata	Tretiakova
Cités Unies France	Virginie	Rouquette
Cités Unies France - suppléant	Adda	Bekkouche
Élevages sans frontières	Pauline	Casalegno
Élevages sans frontières - suppléant	Bruno	Guermonprez
Essor	Jean-Philippe	Delgrange
Essor - suppléante	Annabel	Thapa
Gret	Damien	Thibault
Gret – suppléant	Adrien	Trouvadis
Guinée 44	Virginie	Bineau
Guinée 44 – suppléant	Pierre	Thevenot
Pays de Savoie Solidaire	Laurent	Balas
Pays de Savoie Solidaire – suppléante	Magali	Agosti
Secours populaire français	Corinne	Makowski
Secours populaire français	Nicolas	Jaffré
Sol	Audrey	Boullot
Sol – suppléante	Clotilde	Bato

Présidente élue par l'Assemblée générale du 29 juin 2023

Françoise Bernon

Bureau élu par le conseil de direction du 16 octobre 2025

POSTE	NOM
Vice-président	Damien Thibault
Trésorière	Marie-Noëlle Tavaud
Secrétaire	Pauline Casalegno

Comité stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction en février 2023)

Un représentant du conseil de direction : Damien Thibault (Gret) et deux membres du CFSI : Olivier Le Masson (Grdr) et Quentin Coquillaud (Xylm).

Comité de suivi de l'étude d'impact et de la capitalisation du programme CAAC

- François Enten, directeur scientifique du Gret ;
- Bastien Engelbach, coordonnateur des activités de la FONDA ;
- Ousmane Syll, Directeur du RRMA Bourgogne-Franche-Comté International.

Comité de suivi du séminaire international du programme CAAC

- Olivier Le Masson (Grdr) : représentant du comité stratégique ;
- Florence Gning (Essor) : Porteur d'une Animation Territoriale Décentralisée ;
- Julien Komi Lokokpe (MFR – Togo) : Porteur d'une initiative pilote ;
- Christophe Jacqmin – Personne ressource : Co-responsable du Parcours Action Humanitaire International Master de Science Politique - Institut d'Études Politiques de Fontainebleau – Université de Paris Est-Créteil ;
- Djamel Sandid – Personne ressource : Expert Gouvernance locale et Coopération décentralisée – PNUD Genève.

Comité d'orientation et de suivi du programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest

- Louise Laporte, (Fondation de France) ;
- José Tissier, (Fondation de France)
- Ousseini Ouedraogo, Nadjirou Sall et Imelda Agondanou (le Roppa) ;
- Henri Rouillé d'Orfeuil ;
- Audrey Boullot (Sol) ;
- Yvan Lecoq (Grdr) ;
- Cécile Broutin, passation à Laurent Levard en cours d'année (Gret) ;
- Isabelle Hoyaux (Scale Changer) ;
- Hubert Cochet (AgroParisTech, sorti en cours d'année) ;
- Julie Stoll (Commerce équitable France) ;
- Hindatou Amadou (Apress) ;
- Marie-Paule Okri (Ligue ivoirienne des droits des femmes) ;
- Narcisse Ouedraogo (Aprossa) ;
- Christophe Jacqmin (Université Paris Est Créteil) ;
- Daouda Diagne.

Comité de pilotage « suivi-évaluation » Terres nourricières (mise en place d'un dispositif de suivi évaluation orientée changement)

- Imelda Agondanou (Roppa) ;
- Audrey Boullot (SOL) ;
- Cécile Broutin (Gret) ;
- Pauline Casalegno (Elevages sans frontières) ;
- Mamadou Diop (CNCR – Sénégal) ;
- Louise Laporte (Fondation de France) ;
- Clara Mainson (Radsì) ;
- Marie Rivollet (Récidev).

Comités consultatifs en 2025

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils participent à l’instruction des projets et proposent au bureau ceux à retenir pour financement.

NOM	REPRÉSENTANT D’UNE ORGANISATION MEMBRE DU CFSI	NOMMÉ EN	THÉMATIQUE
Imelda AGONDANOU	Non (Roppa)	2022	Agriculture et alimentation
Cécile BROUTIN Floriane THOUILLOT	Oui (Gret)	2023	Agriculture et alimentation
Pauline CASALEGNO	Oui (ESF)	2022	Agriculture et alimentation
Christophe JACQMIN	Non (Inter-réseaux)	2021	Agriculture et alimentation
Jacob KIEMA	Non (Confédération paysanne du Faso)	2023	Agriculture et alimentation
Yvan LE COQ	Oui (Grdr)	2023	Agriculture et alimentation
Julie STOLL	Non (Commerce équitable France)	2023	Agriculture et alimentation
Damien THIBAUT	Oui (Gret)	2023	Coopérer autrement
Nizar YAICHE	Non (Lianes Coopération)	2023	Coopérer autrement
Claire KIEFFER	Oui (Agrisud)	2023	Coopérer autrement
Anna DIAZ	Non (Coordination Sud)	2023	Coopérer autrement
Adja SENE	Oui (Grdr)	2024	ALIMENT TERRE
Benjamin GAYON	Oui (ISF)	2024	ALIMENT TERRE
Danuta RZEWUSKI	Non (RED -Enseignement Agricole)	2024	ALIMENT TERRE





GLOSSAIRE

GLOSSAIRE

AFD	Agence française de développement
ALTAA	Alliance pour les Transitions Agricoles et Alimentaires
APD	Aide Publique au Développement
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CGT	Confédération Générale du Travail
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CMR	Chrétiens dans le monde rural
CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
CUF	Cités Unies France
ECSI	Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
ESF	Élevages Sans Frontières
ESS	Économie sociale et solidaire
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
Grdr	Grdr, Migration, citoyenneté, développement
Gret	Groupe de recherche et d'échange technologique
GSEF	Global Forum for Social and Solidarity Economy
ICE	Initiative citoyenne européenne
ISF	Ingénieurs sans frontières
Oadel	Organisation pour l'alimentation et le développement local
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
Pafao	Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Papas	Plateforme des acteurs de la pêche artisanale du Sénégal
PCA	Produits constatés d'avance
Radsi	Réseau associatif pour le développement et la solidarité internationale
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
RRMA	Réseau régional multi-acteurs
SISANAD	Stratégie internationale pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable
SNANC	Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat
SPF	Secours populaire français
UE	Union européenne
UNMFREO	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et d'Orientation

Contactez-nous

**COMITÉ FRANÇAIS POUR LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

17 rue de Châteaudun

75009 Paris

tél. 01 44 83 88 50

mail : info@cfsi.asso.fr

www.cfsi.asso.fr



Rejoignez-nous sur

